

Introduction

**L'IMMIGRATION TURQUE EN EUROPE.
COMMUNAUTÉ(S), POPULATION IMMIGRÉE(S) :
GRILLE DE LECTURE DES ÉCHELLES GÉOGRAPHIQUES
ET DES STRUCTURES SOCIALES**

Stéphane de TAPIA

**Les connaissances sur l'immigration turque en Europe :
état des lieux**

Longtemps considérée comme la « dernière population immigrée » de France, l'immigration turque continue à faire couler beaucoup d'encre dans les médias, parfois étonnés de voir des ouvriers dénoncer leurs conditions de travail au risque d'une expulsion (ce fut le cas en 2005 sur le chantier du nouveau siège du groupe de presse *Le Monde!*)¹. Discrète ou envahissante, très peu visible ou au contraire, comme en Alsace, présente partout (dans les entreprises, sur les chantiers, les marchés, le commerce de proximité, la petite restauration...), la « communauté » turque n'appartient toujours pas à l'univers mental du Français moyen qui confond Arabes et Turcs (parce que musulmans) et s'étonne de voir des journaux en caractères latins, demande un « islam de France » et ne comprend pas que Turcs et Maghrébins ne fréquentent pas les mêmes lieux de culte. Existe-t-il d'ailleurs une « communauté » turque? Le terme est pratique, mais les observateurs de terrain (travailleurs sociaux, enseignants, militants associatifs, policiers...) comprennent vite que les divergences l'emportent souvent sur les convergences, malgré une indéniable personnalité turque. La pratique sociale, les relations avec l'altérité turque, apprennent vite aux acteurs à différencier urbains et ruraux, Turcs et Kurdes, Sunnites et Alévis, nationalistes, islamistes et militants de gauche, parmi ces immigrés dont on

1. La bibliographie de ce texte est commune à la conclusion. Elle figure à la fin de la conclusion.

oublie trop facilement qu'ils acquièrent aujourd'hui rapidement la nationalité française. Localement, des différenciations apparaissent rapidement selon la/les filière(s) implantée(s) dans les villes et les quartiers.

Les études disponibles sont bien plus nombreuses qu'on ne l'imagine. Avec les premières thèses françaises publiées (Riva Kastoryano en 1986 et Yıldız Sertel en 1987), sont apparues des bibliographies publiées en 1986 par Abadan-Unat & Kemiksiz, en 1990 par Schwarz & Ersöz, en 1991 par Boos-Nünning, en 1993 par la Direction turque des Archives. Nous essayons de suivre l'actualité de la « production » francophone sur le sujet : 424 références avaient été relevées en 1995, plus de 1 000 sont aujourd'hui dénombrées. L'exercice, fastidieux mais certainement utile, est en sommeil, faute de temps bien plus que de moyens².

En d'autres termes, pour qui cherche là où c'est possible (bases de données spécialisées comme Migrinter, REMISIS, CIEMI...), l'immigration turque est tout, sauf une inconnue. On peut évidemment regretter redites, reprises, disparité qualitative des textes ou carences de diffusion de nombre de documents (quand il ne s'agit pas de ce que nos voisins appellent la « littérature grise »), mais il n'en reste pas moins que la documentation sur la migration turque abonde. Un grand nombre de thèses et de mémoires de fin d'études a en réalité été soutenu, mais peu ont pu être édités, contrairement à l'époque actuelle. On peut citer les thèses d'Aldoğan (soutenue en 1978, à Paris 2), de Barışık (1970, Strasbourg 3), Battesti (1972, Paris 1), Çiftçi (1981, Caen), Delyfer (1975, Dijon), Ertul (1983, Nantes), Gokalp (1966, Paris IEP), Harputlu (1986, Paris 7), Liger (1972, Paris IEP), Özer (1976, Paris 1), Sayın (1975, Lille 1), Sönmez (1978, Paris 10), Süslü (1978, Paris 1), Ulusan (1981, Paris 10), Zengin (1983, Paris 8)³...

Parmi cette vaste littérature, les monographies géographiquement localisées présentent un intérêt spécifique. Pas toujours l'œuvre de géographes, elles peuvent relever de la sociologie, de l'anthropologie, de l'ethnologie, voire de l'architecture, de la communication ou de la santé, et depuis peu, de l'histoire sociale contemporaine (la mémoire des immigrés). L'étude du fait religieux ou des groupes politiques et associatifs, mérite d'être suivie,

2. ABADAN-UNAT N. et KEMİKSİZ N., *Türk Dış Göçü : 1960-1984 yorumlu bibliyografya* [L'émigration turque. Bibliographie commentée : 1960-1984], Ankara, A. Ü. Siyasal Bilimler Fakültesi (Gelişme ve Toplum Araştırmaları ve Uygulama Merkezi/40. Kuruluş Yıldönümünde A. Ü. Armağan + TAM Bonn), n° 555/1/6, 1986 (1 264 références). SCHWARZ T. et ERSÖZ A., *Bibliographie zur Türkischen Migration*, Berlin, Parabolis, 1990 (2 755 références). BOOS-NÜNNING U., *Die Türkische Migration in Deutschsprachigen Büchern 1961-1984*, Opladen, Zentrum für Türkeistudien, 1990 (1 169 références), DAGM – Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, *Türkiye Dışındaki Türk Vatandaşları Bibliyografyası* [Bibliographie sur les ressortissants turcs à l'étranger], Ankara, TC Başbakanlığı, TC DAGM, n° 10, 1993 (943 références). TAPIA S. de et DUBUS G., « Les migrations originaires de Turquie ; bibliographie francophone », Version provisoire n° 1, *Infomig-bibliographie*, Poitiers, Migrinter, 1995.

3. Voir la bibliographie en fin de conclusion.

en particulier parce qu'elle renseigne sur l'émergence de réseaux qui frappent souvent par leur caractère « transnational », ainsi les fédérations politiques comme celle des « Loups gris » de la droite extrême (de leur nom officiel, *Ülkücüler* : les Idéalistes, ou dénomination plus connue, sous l'appellation *Bozkurtlar* qui se traduit en français par les Loups gris)⁴ ou le PKK des autonomistes/indépendantistes kurdes, les fédérations religieuses liées aux confréries sunnites comme *Millî Görüş* ou les *Nurcu*, mais aussi les fédérations aléviées de France, d'Allemagne ou d'ailleurs... L'étude fine des entreprises, en particulier commerciales, renseigne sur les circuits d'approvisionnement, le fonctionnement de la circulation migratoire, par le biais de la présence de denrées alimentaires et marchandises diverses. La localisation peut être celle d'une ville, d'une agglomération, d'un quartier urbain, d'une implantation plus rurale. L'étude est parfois comparative, entre ville française et allemande, entre villes de régions différentes, entre quartiers urbains. Elle montre presque toujours une population d'origine turque en liaison, plus ou moins effective, avec d'autres groupes eux aussi originaires de Turquie, mais il est parfois difficile au chercheur non turcophone de mesurer le degré d'isolement ou d'intégration de la population étudiée, la lecture des paramètres identifiés pouvant, malgré toutes les précautions méthodologiques prises, se révéler subjective ou inadéquate. L'image qui se dégage souvent est celle d'une population isolée, peu intégrée, repliée sur elle-même comme en témoignent quelques titres d'articles comme *La plus isolée, la femme turque*, titre d'un dossier de M. Charlot ou l'expression « l'exception turque » de M. Tribalat⁵.

Caractéristiques sociogéographiques des populations turques immigrées

Pour mémoire, rappelons simplement quelques grands traits des caractéristiques sociogéographiques de la population immigrée turque en Europe. Venue tardivement sur le marché de l'emploi, elle est massivement d'origine rurale et peu qualifiée, ce qui l'amène, dans toute l'Europe, à occuper des emplois industriels et tertiaires assez mal rémunérés et, dès les années 1973-1974, à être fortement touchée par le chômage, alors même que le flux maximal des entrées régulières en Europe (135 000) est enregistré en 1973. De fait, des différences notables sont observées d'un pays à l'autre : plus ruraux en France, issus de campagnes plus enclavées, venus plus direc-

4. Ces Loups gris font référence au mythe du loup guidant le peuple turc vers l'ouest. L'organisation s'appelle en fait *Ülkü Ocakları* (les Foyers de l'Idéal) d'où l'appellation d'Idéalistes (*Ülkücüler*). Par dérision, l'extrême gauche les nomme *Köpekçiler* (les Partisans du chien), insulte s'il en est en terrain musulman !

5. CHARLOT M., *La plus isolée, la femme turque*, Paris, Éducation nationale, CNDP, 1979. TRIBALAT M., *Faire France : une enquête sur les immigrés et leurs enfants*, Paris, La Découverte, 1995, coll. « Essais ».

tement de leurs villages, les immigrés turcs ont une position plus fragile qu'en Allemagne où l'on a cherché à filtrer plus activement, dès le départ, la migration. Ainsi, au plus fort des recrutements, le taux de régularisation *ex post* (après installation dans l'emploi européen) est bien plus élevé en France qu'en Allemagne. Les emplois occupés sont pourtant proches, les branches économiques analogues (confection et textile, construction mécanique et automobile, bâtiment et travaux publics, mines et carrières, forestage, maraîchage) que l'on soit en France, Belgique, Allemagne, Suisse ou Pays-Bas.

À la notable exception de Berlin qui recrute des jeunes femmes pour l'industrie électronique, les migrants sont massivement des hommes jeunes, mariés ou proches de l'être. Le regroupement familial est extrêmement rapide dans le cas turc, accéléré par la suspension du recrutement de la main-d'œuvre et la décision conséquente de faciliter ce regroupement (1974-1975, dans toute l'Europe). Les familles sont nombreuses, comparées à la famille européenne occidentale, mais les taux de fécondité et la taille de la famille s'alignent rapidement sur les normes ambiantes. La différence majeure dans le comportement démographique entre famille autochtone et famille immigrée turque réside en fait dans les pratiques matrimoniales, en particulier dans le choix du conjoint qui reste très largement endogamique *lato sensu*. Cette pratique va dans le sens d'un ressourcement à chaque génération, indépendamment de sa nationalité déclarée⁶.

Individu, famille, communauté(s) : comment définir les appartenances locales

Dans les années 1980, les premiers auteurs d'origine turque travaillant sur la présence immigrée en France (Gokalp, Sertel, Kastoryano, Petek-Şalom...) mettent en avant la structuration d'une population qui, contre toute attente – l'image de la république laïque kémaliste est bien ancrée en France – se définit comme « turque musulmane », voire simplement « musulmane ». Des termes de la sociologie rurale anatolienne comme *akrabalık*

6. BENSALAH N., « Tradition et nouvelles formes du mariage en immigration : les mariages turcs et marocains comme lien entre deux mondes », BENSALAH N., *Familles turques et maghrébines aujourd'hui. Évolution dans les espaces d'origine et d'immigration*, Bruxelles/Paris, Academia/Maison neuve et Larose, 1994, p. 107-118; AKHAN O., « Femmes, familles et immigrations turques : modification des pratiques de maternage », MANÇO A. et U., *Turcs de Belgique. Identités et trajectoires d'une minorité*, Bruxelles, Info-Türk, 1992, p. 115-156; ÉTIENNE C., « Le mariage turc en immigration : perspectives anthropologiques », MANÇO A. et U. (éd.), *Turquie : vers de nouveaux horizons migratoires ?*, Paris, L'Harmattan/IRFAM, 2004, coll. « Compétences interculturelles », p. 209-244; TAŞ E., « L'immigration matrimoniale turque en Belgique : perspectives psychosociales », MANÇO A. et U. (éd.), *Turquie : vers de nouveaux horizons migratoires ?*, *op. cit.*, p. 245-264; et plus récemment TAŞ E., « Le regard des parents », *Agenda interculturel (Dossier : Mariages en migration)*, n° 245, 2006, p. 20-24.

(parentèle, famille étendue), *hemşehrilik* (solidarité entre originaires d'un même lieu, village, région) apparaissent, bien avant la prise de conscience d'une très forte capacité à s'organiser en communauté religieuse, autour d'une confrérie traditionnelle ou d'une mouvance islamique politique.

Hasard des recrutements, effets boule-de-neige des structures sociales anatoliennes citées ci-dessus, on commence à décrire un phénomène oublié et pourtant classique (déjà décrit par Abel Chatelain et de nombreux auteurs français pour les migrations internes au xv^e et au début du xx^e siècle, connus aussi pour l'Italie ou le Maghreb et plus loin, le Mexique), celui de la *filière migratoire* qui réunit des proches, parents, amis et connaissances, originaires d'un même lieu ou d'un même groupe social (confession, tribu, syndicat, parti, profession...) ⁷. Les références disponibles décrivent souvent ces groupes cohérents, parfois compacts, immigrés en peu de temps sur un lieu particulier : les Assyro-Chaldéens de Sarcelles, les *Yalvaç'lı* de Terrasson, les Kurdes de Cihanbeyli à Stockholm, les *Maraş'lı* de Mulhouse, les *Sivas'lı* alévis de Strasbourg, les *Tavas'lı* de Sélestat, Sainte-Marie-aux-Mines ou Montréal, les *Posof'lu* de Flers⁸..., renvoyant de fait à des références plus anciennes sous d'autres cieux : maçons de la Creuse, boulangers auvergnats de Madrid, Savoyards de Bourg-Saint-Maurice de l'Hôtel Drouot de Paris, Basques et « Barcelonnettes » de Californie et du Mexique, Bretons de la gare Montparnasse ou... pâtisseries djerbiens d'Istanbul et *Hemşin'li* de Téhéran ou Sébastopol. Dans le cas précis de ces filières migratoires, qu'est-ce qui l'emporte ? Le nouveau lieu de résidence devenu définitif ou la conscience d'être venu d'ailleurs et d'appartenir à un groupe ? On sait que les Bretons ou les Auvergnats de Paris sont parisiens et fiers de l'être, ce qui n'empêche pas les vacances « au pays » ou le maintien de liens forts avec la paroisse, la communauté rurale d'origine, en particulier par le biais du mariage, plusieurs générations après la migration *stricto sensu*.

Le point de vue français

Pour des raisons non détaillées ici, car généralement connues, le modèle dit de l'intégration « à la française » est venu remplacer celui de la migration de peuplement procédant par assimilations successives des populations étrangères. Le débat reste largement ouvert, tant sur l'emploi de la terminologie que sur les paramètres de ce modèle parfois décrié, souvent mis en

7. CHATELAIN A., *Les migrants temporaires en France, 1800-1914 (Histoire économique et sociale des migrants temporaires des campagnes françaises au XIX^e et au début du XX^e siècle)*, Lille, Presses universitaires, 1977 (2 volumes, 1 214 p.). Cet ouvrage, posthume, publié par les élèves de l'auteur, est une véritable somme de la connaissance sur les mobilités connues dans la France préindustrielle. À ce titre, il offre une précieuse comparaison avec les mobilités des futurs pays d'émigration méditerranéens.

8. Voir tableau en annexe et, pour les Pays-Bas, les filières citées par Liza Nell et la contribution de Benoit Fliche dans cet ouvrage.

doute (« modèle en panne », « distance culturelle », « islam non intégrable », manque de moyens, de volonté politique...) pour finalement assurer qu'il n'en est pas d'autre, possible ou supérieur, dans un contexte de construction européenne où les modèles de gestion des populations immigrées apparaissent assez disparates, une fois encore pour des raisons qui ne seront pas discutées ici. Il n'en reste pas moins que, vue de France, la vocation de tout immigré, quels que soient la raison initiale de sa venue et son mode d'entrée sur le territoire, est bien l'intégration à la Nation, par la naturalisation, l'acculturation de sa famille et la sienne propre, une intégration économique et sociale qui passe par la pratique de la langue. Aussi, lorsque certains immigrés perdurent dans leur pratique de la langue d'origine, la transmettent à leurs enfants (souvent nés en France et bientôt, sinon déjà, de nationalité française), marient systématiquement leurs enfants (garçons et filles) au pays, fleurissent leurs balcons d'antennes paraboliques, voire construisent des lieux de culte et... tiennent à se faire inhumer dans leur pays d'origine, le malaise, côté français et bien au-delà, dans toute l'Europe, est vite perceptible. L'impression que donne l'immigration turque, par sa capacité d'organisation interne, est souvent d'être, dans ses pratiques sociales, plus européenne que les Européens, tout en demeurant empreinte d'une forte personnalité turco-musulmane, ce qui accroît d'autant les incompréhensions.

Le point de vue turc

Avec une longue pratique de l'immigration turque, principalement en France mais rencontrée ailleurs, et de la société turque, il me semble que les positions turques (opinion publique, société civile comme pouvoirs publics) restent ambivalentes à l'égard tant de l'émigration vers l'Europe que de la construction européenne et de l'éventuelle entrée de la Turquie dans l'Union. Altan Gokalp n'hésite pas à parler de « droit de suite » pour qualifier le contrôle exercé par l'État turc sur les émigrés par l'intermédiaire des ambassades et consulats, de certaines associations et de certains médias. Or il apparaît que ce droit de suite, en grande part fait de contrôle social « spontané », ressort de toute la société. Alors que l'émigration vers les pays industrialisés d'Europe occidentale est un phénomène historique et social récent, apparu entre 1957 et 1961, la vitesse à laquelle les médias, les transporteurs et les entreprises privées, les partis politiques et les confréries religieuses s'engouffrent dans la brèche et s'organisent pour la desserte du champ migratoire, bien plus rapidement que l'État, est symptomatique d'une société en pleine mutation, jeune et dotée d'une surprenante vitalité. L'État est en réalité très souvent débordé par les émigrés comme par les acteurs économiques : la compagnie nationale *THY – Turkish Airlines* dessert le champ bien après des charters allemands affrétés par des agences fondées par des émigrés, les télévisions privées prennent à revers le monopole étatique à

partir de Londres et Aubervilliers et la présidence des Affaires religieuses sous tutelle du Premier ministre (*Diyanet İşleri & DİTİB*) s'installe en Europe pour contrecarrer les mouvances islamiques parallèles qui ont investi l'Europe comme base de repli et de reconquête (*Millî Görüş, Süleymancı, Kaplancı...*).

Les modes de consommation de l'espace géographique

Les monographies localisées nous renseignent sur les modes de consommation de l'espace géographique et les capacités d'organisation interne des groupes immigrés. Elles nous donnent moins d'informations sur le caractère transnational éventuel des réseaux. Par exemple, accession à la propriété et création d'entreprise indiquent une sédentarisation réelle, une inscription dans l'espace qui peut être forte, parce que très visible (Strasbourg-Saint-Denis à Paris, Schaerbeek à Bruxelles, Kreuzberg à Berlin, Cleveland Street à Sydney, Keup Strasse à Cologne, certains quartiers ou rues de Strasbourg)⁹ mais la dissociation entre habitat et travail peut être grande; les Turcs travaillant dans le Sentier n'y résident pratiquement pas. La dissociation entre habitat et lieu de culte est fréquente en raison de paramètres tels que le prix de l'immobilier ou les plans d'occupation des sols. Que dire de la télévision parabolique qui semble construire un espace virtuel, souvent ressenti comme une menace pour l'intégration, ou pire, une intrusion de la menace islamique intégriste? Nous allons tenter de passer en revue les divers aspects de la vie en société, en raisonnant sur les niveaux d'échelle de l'observation.

Habitat et logement, consommation alimentaire et générale

L'actualité est aujourd'hui à l'accession à la propriété dans les villes européennes, avec généralement la construction parallèle d'un ou plusieurs logements en Turquie (maison au village, immeuble et boutiques en ville, stations balnéaires et régions côtières). Si des chercheurs signalent un retour d'investissement (vente de logements en Turquie pour acheter en Europe), il est difficile d'avoir une idée nette de cette évolution; aussi la possession d'un logement en Europe reste un indicateur d'intégration fragile car ne prenant généralement pas en compte la situation en Turquie, pays où la famille prend ses vacances, contracte les mariages, suivis presque systématiquement de l'émigration du conjoint turc. Le rapide regroupement familial a largement freiné le passage par les foyers de travailleurs (type SONACOTRA) et entraîne le besoin de logement indépendant (pour loger des familles plus nombreuses que la moyenne européenne, pour affirmer sa réussite, pour être plus libre de ses mouvements, de ses consommations – entre autres médiatiques –, pour placer ses économies...). C'est logique de la part de

9. Voir la contribution d'İbrahim Sirkeci dans cet ouvrage.

familles rurales habituées à un mode de logement plurigénérationnel, mais indépendant, qu'il s'agisse d'une tente nomade – il y a quelques générations seulement pour un certain nombre de familles –, d'une maison villageoise ou d'un *gecekondu* (habitat spontané construit sans permis dans la périphérie des villes, littéralement « construit la nuit ») ayant servi de transition entre l'habitat rural et la ville européenne.

La consommation quotidienne (dont alimentaire) commence, en émigration comme en Turquie, à se rapprocher des modes européens, ne serait-ce que parce qu'en Turquie ou dans les régions densément peuplée d'immigrés turcs, la supérette (*supermarket*) ou la grande surface deviennent la norme commerciale, remplaçant le *bakkal* (petit épicier de quartier). Aussi voit-on de plus en plus de familles turques fréquenter les mêmes commerces que les autochtones (rentrées scolaires, soldes, courses hebdomadaires...). Ceci étant, les interdits alimentaires (alcool et porc pour tous les musulmans, auxquels s'ajoute le lapin pour les Alévis et les Chiites, produits *haram* pour l'ensemble) restent dans l'ensemble suivis, mais l'interdit sur le porc est bien plus général que celui sur l'alcool. Le commerce turc immigré et la restauration, apparus dès la fin des années 1960 en Allemagne, répondent à ces besoins liés à la culture culinaire et à la religion. De nombreux articles ont été écrits sur ce sujet ; nous avons tenté de décrire ces circuits d'approvisionnements qui desservent le champ migratoire, centrés sur Istanbul, Munich ou la vallée du Rhin moyen, avec des relais comme Strasbourg¹⁰. Là encore, la face émergée de l'iceberg est la petite épicerie ou la supérette de quartier, à l'image du commerce maghrébin de France (épiciers marocains de quartier s'adressant à la clientèle banale, souvent composée de personnes âgées, bien contentes de retrouver un vrai service de proximité), mais les circuits d'approvisionnement, grossistes, centrales d'achat et transporteurs, montrent bien la dimension transnationale de l'entrepreneuriat turc qui affecte l'économie turque dans sa globalité et alimente circulation migratoire et *turkish way of life*, selon l'expression de Schöning-Kalendar en 1984¹¹.

10. ÇETİNSOY M., « Organisation tertiaire turque à Stuttgart », Marseille, CNRS, 1977, p. 291-299 et « Les Turcs à Stuttgart. Évolution et adaptation d'une communauté étrangère dans une grande ville allemande », *Recherches sur les migrations internationales*, GRECO 13, n° 4/5, 1982, p. 80-97; WILPERT Cz. et GİTMEZ A. S., « La micro-société des Turcs à Berlin », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 3, n° 1/2, 1987, p. 175-198; PÜRSÜN D., *Nasil kazandılar. Almanya'da zirveye çıkan Türk işadamları anlatıyor... [Comment ils ont gagné. Les Turcs montés au sommet en Allemagne racontent]*, Istanbul, Gül, 1998, coll. « Başarı » ; et pour un témoignage direct d'entrepreneur immigré : ŞAHİN K., *Zirvedeki Şahin. Hayatım ve fikirlerim [Le faucon au sommet. Ma vie, mes réflexions]*, Istanbul, Hayat, 2000; TAPIA S. de, « Les circuits d'approvisionnement des commerces turcs en Europe ; formation d'un champ transnational », MULLER L. et TAPIA S. de (éd.), *La création d'entreprise par les immigrés*, Paris, L'Harmattan, 2005, coll. « Compétences interculturelles », p. 53-89.

11. TOZANLI S. et ERŞOY M. Ş., « L'internationalisation des entreprises agroalimentaires turques. Recherche de profit à court terme ou les prémices d'un développement durable ? », BAZIN M., KAŇÇAL S., THOBIE J. et TEKELİOĞLU Y. (coord.), *Méditerranée*

Travail et vie professionnelle

L'objectif premier de l'immigration a été le recrutement d'une main-d'œuvre nombreuse, peu exigeante, à moindre coût (socialisation, éducation, formation étant tout ou partie assurée par le pays d'origine). Le second, moins évident, a été la migration de peuplement de pays dont la natalité était déjà fortement en baisse, malgré le sursaut de l'après-guerre (*baby-boom* des années 1950-1960). En toute logique, le premier objectif aurait dû pousser les migrants au retour avec la crise de 1973 et ses suites, en contradiction avec le second objectif qui recherche la sédentarisation et la naturalisation des populations immigrées. Aujourd'hui, il apparaît clairement que l'immigration turque reproduit largement le schéma de départ : travailleurs peu qualifiés en majorité employés dans l'industrie et les services aux entreprises. Or, ce schéma est dépassé dans toutes les économies occidentales, turque comprise. Partout des processus de différenciation sont à l'œuvre : tertiarisation et féminisation de l'emploi, création d'entreprise, accès, encore timide mais en progression, des enfants d'immigrés à l'enseignement technique supérieur et à l'Université. Mais ces *success stories* en forte progression ne peuvent faire oublier que de trop nombreux enfants des seconde et troisième générations – en grande partie ressortissants des pays d'accueil, y compris dans des pays réputés pour la difficulté d'accéder à l'acquisition de la nationalité, comme la Suisse ou l'Allemagne – restent touchés par le chômage, le sous-emploi, la précarité (avec de nombreux intérimaires), indépendamment de formes de travail informel ou souterrain.

Ce phénomène de reproduction de la structure professionnelle de la génération des primo-arrivants, voire de marginalisation professionnelle ou d'exclusion sociale, est accentué dans les régions européennes en crise structurelle (zones de production de textiles, pays noirs de la sidérurgie et de la métallurgie lourde, des houillères ou des mines en général, régions en désindustrialisation : Ruhr, Borinage et Liège en Belgique, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, bassin de Belfort-Sochaux-Montbéliard...). Ces régions où les fermetures d'usines et les restructurations économiques changent profondément le paysage social (destruction du monde ouvrier et de toutes les formes de solidarité traditionnelles) n'offrent plus guère de débouchés aux travailleurs peu ou non qualifiés fournis par l'immigration initiale. Des facteurs de compensation existent pourtant : mobilité interrégionale et internationale, création d'entreprise par les anciens ouvriers, diversification professionnelle ; force est de constater que l'on ne sait pas grand-chose – et parfois rien – sur des processus observés et attestés.

et mer Noire entre mondialisation et régionalisation, Paris, L'Harmattan, 2000, coll. « *Varia Turcica* », vol. 34, p. 293-314.

École et formation

L'école peut être considérée comme l'outil d'intégration par excellence, quel que soit le pays concerné ou le régime politique en place. De ses facultés à intégrer toutes les composantes d'une société, ou au contraire à en marginaliser certaines, dépendront de nombreux aspects de la socialisation, de l'efficacité économique au fonctionnement de la vie politique, plus ou moins démocratique. Dans le contexte décrit ci-dessus (désindustrialisation, restructuration économique, concurrence internationale accrue, libéralisme économique triomphant), les Turcs et leurs descendants ne sont pas forcément les plus vulnérables, mais la formation initiale et continue joue un rôle majeur pour lequel les familles semblent mal préparées. Les évolutions parallèles des sociétés turques (en émigration, non migrante) montreraient même un désavantage pour les émigrés : l'économie turque, jugée très en retard selon les critères européens de sécurité sociale, très largement informelle ou non déclarée, inciterait à la débrouillardise, à la fluidité, à la concurrence ; vrai paradis de la flexibilité que les patronats occidentaux semblent d'ailleurs de plus en plus prendre comme modèle.

Pour en revenir aux réalités locales, ce ne sont certes pas les quelques cas de jeunes filles voilées qui posent le plus de problèmes (du reste traités avec de grandes variations entre pays européens, presque tous pays d'immigration turque), mais bien plus les sorties anticipées du système scolaire (garçons et filles pour des raisons différentes), les orientations malencontreuses vers un enseignement court et technique – en France, la surreprésentation des enfants d'origine turque dans les classes réservées aux handicapés mentaux légers est flagrante et véritablement problématique –, l'absence de combativité et de participation des parents. Situation d'autant plus inadmissible que la fréquentation de l'école dès la maternelle est générale. Il y a donc souvent inadéquation entre les attentes de l'école et celles des parents, souvent préjudiciable à l'avenir professionnel des enfants (France, Belgique, Allemagne). Les variations observées en Europe sur la participation des ELCO (Enseignement de langue et culture d'origine) turcs dans le système scolaire, la possibilité de suivre un enseignement de langue turque dans la scolarité de « droit commun », l'intégration ou non de l'enseignement religieux, la vision même des avantages ou inconvénients du bilinguisme ou monolinguisme, sont autant de facteurs influant sur la personnalité et la conscience de soi de l'enfant et de l'adolescent. Or, cette personnalité est primordiale pour une bonne intégration dans le tissu social local et global¹².

12. MANÇO A., *Valeurs et projets des jeunes issus de l'immigration. L'exemple des Turcs en Belgique*, Paris, L'Harmattan, 1998, coll. « Logiques sociales ».

Loisirs et vacances

Il est encore très rare d'apercevoir des familles turques sur des sites touristiques européens, qu'il s'agisse de sites naturels, de plages, de musées ou de monuments. Le mouvement semble s'amorcer en Allemagne. De fait, la consommation touristique et de loisirs reste très concentrée sur des valeurs comme la Turquie – le trafic entre pays de résidence et pays d'origine porte chaque année sur plusieurs millions de passagers et voyageurs, alimentant massivement la circulation migratoire –, la famille, la communauté – ici, le terme est recevable –, la « tradition », ce qui doit être fait et vu (*gelenek-görenek*). Le pique-nique avec barbecue dans les jardins ouvriers, au bord de l'eau, en forêt, en montagne, les visites entre amis, voisins, connaissances – souvent sans prévenir (*çat kapı*) –, les noces (*düğün*) rassemblant parfois plus de 1 000 invités, sont autant d'occasions de se réunir¹³. Les fêtes religieuses (autour du mois de ramadan ou des *cem* alévis), les réunions associatives (*halk gecesi* de la gauche), les fêtes nationales autour des consulats et des instituteurs délégués par la Turquie (fête des Enfants, fondation de la République) rassemblent des centaines de personnes (où « l'étranger », *i. e.* l'autochtone est généralement le bienvenu), ce qui a généré dans toute l'Europe des groupes folkloriques ou de musiciens amateurs ou semi-professionnels qui animent, filment, entretiennent une mémoire anatolienne et une turcité (et, de plus en plus souvent, une kurdité : Rigoni, 2001 : Mohseni, 2002) par ailleurs alimentée par les lieux de culte, les associations, les ELCO et la télévision diffusée par satellite (TDS)¹⁴. Les noces et fiançailles (*düğün*), les circoncisions des garçons (*sünnet*), les fêtes religieuses (principalement *Kurban Bayramı* et *Şeker Bayramı* correspondant aux deux Aïd), sont aussi occasions de rassemblements (locations de salles municipales polyvalentes, de locaux associatifs parfois annexes de lieux de culte, voire en Allemagne, plus rarement en France, ouverture de salles privées comme en Turquie, les *düğün salonu*). Il en ressort que les loisirs restent largement une manifestation collective, une possibilité de ressourcement sur la base de réseaux sociaux plus ou moins larges : il n'est pas rare que les noces soient organisées deux fois, à plusieurs mois d'intervalle, une fois en Europe pour les immigrés, une fois en Turquie pour la famille restée en arrière, occasionnant des dépenses non négligeables (dont les amendes payées aux douanes pour l'importation non déclarée d'objets en or!).

13. Émergence récente d'une étonnante chaîne télévisée diffusée par satellite : *Düğün TV* (Noces TV). Le programme se compose de vidéos envoyées par des familles d'Europe et diffusées sur le champ migratoire.

14. Pour la population immigrée kurde, voir les contributions d'İbrahim Sirkeci et Sarah Keeler dans cet ouvrage.

Consommation médiatique

La consommation médiatique a beaucoup évolué ces dernières années du fait de la généralisation de la TDS, plus prisée que la télévision câblée, de l'apparition d'Internet vite adopté par les jeunes – et pas uniquement les étudiants –, de la multiplication des offres de téléphonie portable (GSM, SMS). L'intérêt de toutes ces techniques audiovisuelles est bien qu'elles écrivent et parlent en turc comme en n'importe quelle langue (en kurde aussi). Le journal, imprimé en Allemagne et diffusé dans toute l'Europe, se maintient malgré un recul important. Caméscope et DVD ont tendance à détrôner la vidéo qui a connu un succès important il y a quelques années (de Tapia, 2001). L'ensemble de ces technologies d'information et de communication tend à instaurer un espace communicationnel polycentré sans être exclusif : la télévision publique émet d'Ankara, les nombreuses télévisions privées surtout d'Istanbul, la presse de Francfort, l'édition kurde principalement de Stockholm, mais rien n'empêche les journaux d'annonces gratuits édités à Paris, Bruxelles ou Amsterdam, les abonnements reçus de Konya ou Kayseri. Coexistent donc presses engagées (islamiste ou alévie, indépendantiste ou autonomiste kurde, gauchiste ou communiste, fascisante), spécialisées, publicitaires, avec plus de vingt chaînes télévisées, plus de vingt radios FM, mais aussi journaux sportifs européens ou bulletins municipaux. On sait aujourd'hui quelle est la teneur des programmes ou des éditoriaux turcophones, mais bien peu, sinon rien, sur l'impact effectif de cette offre médiatique¹⁵. *De facto*, l'horizon d'un immigré turc est bien plus large que celui de l'autochtone, à niveau éducatif et culturel égal,

15. Travaux *inter alia* du Centre d'études turques : Zentrum für Türkeistudien (1992), *Die Türkischen Programme in Berliner Kabelfernsehen zwischen Integration und Medialer Isolation*, Essen, WP 8, 1992; *Zum Integrationspotential der Türkischen Tagespresse in der Bundesrepublik Deutschlands (Ergebnisse einer quantitativen und qualitativen Inhaltsanalyse türkischer Tageszeitungen)*, Studien und Arbeiten 7, Opladen, Leske + Budrich, 1991; *Videokonsum der türkischen Wohnbevölkerung in NRW unter besonderer Berücksichtigung islamisch-fundamentalisch Videos*, Essen (Abridged version of survey in ZfTS Aktuell), 1991; *Die Türkische Presse in der Bundesrepublik Deutschland und ihr Einfluss auf die Integration Türken (Standpunkte und Analysen)*, Bonn, 1988. IRTIŞ-DABBAGH V., *Les immigrés turcs en France : la télévision, facteur d'acculturation ou d'isolement*, Paris, DEA de sociologie, Paris V René-Descartes, 1997; *Les jeunes issus de l'immigration de Turquie en France*, Paris, L'Harmattan, 2003, coll. « Logiques sociales »; « La télévision par satellite. Usages des migrants originaires de Turquie en Île-de-France », *VEI Enjeux*, n° 133 : *Culture(s) : entre fragmentation et recompositions*, 2003, p. 176-189; RIGONI I., « Le satellite et le droit, de nouveaux défis à la souveraineté nationale? », RIGONI I. (coord.), *Turquie, les mille visages*, Paris, Syllepse, 2000, p. 225-236; *Mobilisations, actions et recompositions. Migrants de Turquie et réseaux associatifs en France, en Allemagne et en Belgique*, Paris, L'Harmattan, 1999, coll. « Logiques sociales », voir en particulier partie III : « L'échappée territoriale », chapitre VIII : « La plume et le satellite contre l'État? », p. 305-345; TAPIA S. de, « La communication et l'intrusion satellitaire dans le champ migratoire turc », *Hommes et Migrations*, n° 1212 : *Immigrés de Turquie*, 1998, p. 102-110.

pour peu qu'il soit un peu curieux. Cet horizon comprend la région et le pays de résidence, une Europe centrée sur l'Allemagne, la Turquie et ses centres d'intérêts. Deux exemples : celui des flashes météo qui donnent le temps dans toute la Turquie, dans toute l'Europe, en Asie centrale turcophone, mais aussi à Melbourne et Sydney, New York et Montréal, La Mecque et Nicosie, toutes régions abritant des émigrés turcs ! ; celui des *talk-shows* où une partie importante des téléspectateurs intervenant par téléphone appelle de toute l'Europe, et parfois d'Australie, pour donner un avis sur un problème de société.

Tout naturellement, la conversation porte, en famille ou entre amis, sur l'inondation d'un quartier d'Istanbul, la dernière déclaration du président américain sur l'Irak, la fille de Mehmet – vivant dans le quartier ou à Berlin – qui va se marier, le prix de l'immobilier qui flambe à Mersin... On est donc dans un curieux mélange de normes villageoises – celles du lieu d'origine, de la famille étendue, de l'islam anatolien et des traditions populaires –, de technologies sophistiquées acceptées comme naturelles et allant de soi, de voisinage plus ou moins apprécié d'autochtones et d'autres populations immigrées, de toutes origines, de problèmes quotidiens identiques à ceux des habitants du quartier, à ceci près que l'horizon familial reste, géographiquement, très large.

Il serait intéressant d'étudier, à partir de travaux comme ceux, récents, d'Isabelle Rigoni ou Kevin Robins sur l'Angleterre, les variations de contenu des presses et médias locaux, les usages des médias et des technologies d'information et de communication, téléphonie mobile et fixe, réseau Internet¹⁶... Or, il faut bien admettre que l'on ne sait pas encore grand-chose sur l'impact réel de ces émissions, publications, réseaux, en réalité variés et pluralistes.

Pratiques religieuses, opinions politiques, appartenances ethniques

Les Français, opinion publique comme agents de l'intégration ou élus locaux, semblent obnubilés par la construction d'un islam de France... que s'empressent d'admettre les nouveaux responsables du culte musulman (ce qui n'a rien que de très logique et de très honorable, pour se démarquer des excès de groupes dits intégristes ou fondamentalistes). Sans aucune volonté de polémique, il serait toutefois utile de souligner que la pratique sociale de l'islam – et ce n'est certes pas une exception turque – fonctionne en grande partie en réseaux. Les confréries (*tarikat* : littéralement les voies) sont souvent citées, soit comme étant le vivier d'un islam conquérant et réactionnaire, soit comme manifestation d'un islam à visage humain, pétri

16. Voir la contribution d'Isabelle Rigoni dans cet ouvrage. ROBINS K., « Au-delà de la communauté imaginée ? Les médias transnationaux et les migrants turcs en Europe », *Réseaux*, vol. 19, n° 107 : *Médias et Migrations*, 2001, p. 19-39.

de traditions anciennes, où l'individu vit sa foi selon sa conscience tout en étant orienté par un guide spirituel. Le mouridisme ouest-africain, la Tidjaniyya (Maghreb, Afrique sahelienne), le Bektachisme, le Mevlévisme en Turquie et dans les Balkans (pour ne citer que quelques exemples) appartiennent à ces courants jugés sympathiques. Les Frères Musulmans arabes, les Barelwî et Deobandî indo-pakistanaï (ceux-là même qui ont donné naissance au mouvement des Talibans afghans et pakistanaï) sont par contre parés de tous les défauts.

Pour en revenir à la dimension turque de l'immigration européenne, on sait aujourd'hui que les confréries et mouvances présentes, à des degrés divers selon les pays, les régions et la composition ethnique du groupe émigré, sont affiliées à la *Nakşibandiyye*, la *Kadiriyye*, la *Bektaşîyye*... que les groupes se nomment *Süleymancı*, *Nurcu*, *Feth'ullahçı*, *İşkıcı*, *Millî Görüş*, *Kaplançı*... que la dimension religieuse l'emporte chez les uns, la dimension idéologique chez les autres (*Ülkü Ocakları* du MHP, *Nizam-i Alâm Teşkilâtları* du BBP, dont la logique est plus proche de celle de l'extrême droite fascisante que d'une philosophie religieuse). Mais on sait aussi que les passerelles sont nombreuses d'un groupe à l'autre et les alliances mouvantes. La place et le rôle de l'islam officiel républicain, rassemblé depuis 1984 autour de la fédération DİTİB, sont plutôt des éléments rassurants : islam moderniste, démocratique, laïcisé, garant d'un équilibre avec les autres composantes religieuses du pays de résidence (très engagé dans le dialogue interreligieux). Mais les Turcs ne sont pas que musulmans sunnites, ce serait bien trop simple car le paysage humain qui s'étend entre les Balkans et la Chine occidentale, ou vers le sud, le sous-continent indien, aime la complexité. Au-delà d'une mince frange de population chiite d'origine turque azérie, existe la forte minorité alévi (turque comme kurde), des minorités chrétiennes orientales (Arméniens, Assyro-Chaldéens, Grecs orthodoxes ; il s'agit en fait d'Arabes de rite orthodoxe byzantin également présents en Syrie et au Liban) et d'autres confessions comme les Juifs turcs (généralement sépharades) et les Yézidis kurdes. Or tous ces groupes, confessions, confréries, mouvances, écoles théologiques... sont présents en immigration. L'identité confessionnelle y est souvent très forte, couplée avec une langue liturgique et une langue véhiculaire (pas toujours le turc), une mémoire orale partagée. On peut parfois parler de diasporas (Juifs, Arméniens, Assyro-Chaldéens, Kurdes, Yézidis...). La dimension transnationale est ici garantie de survie du groupe, d'autant plus qu'il se raréfie en Turquie, ou qu'il a pu être soumis à des pressions politiques, comme dans les cas des Kaplançı dont le chef de file, Cemalettin Kaplan, était réfugié en Allemagne. Une étude récente sur le groupe alévi montre bien les modalités d'un fonctionnement transnational parce qu'appuyé sur des critères d'appartenance forts : les Koçgiri kurdes alévis kurmançı de Sivas et environs entretiennent une dimension tribale (koçgiri), ethnique (kurde), religieuse (alévi), linguisti-

que (kurmanci), locale (département de Sivas), politique (plutôt de gauche, grande révolte à l'époque d'Atatürk et répression conséquente, surveillance policière systématique lors de chaque coup d'État militaire)¹⁷.

Ceci nous amène à une autre dimension, celle de l'appartenance ethnique ou ethnolinguistique, que je ne détaillerai pas, beaucoup ayant été écrit sur cette question (composantes kurdes, lazès, d'origines caucasienne, balkanique...). J'en retiendrai là encore le caractère collectif de l'appartenance qui reste vivace malgré quatre décennies d'émigration – malgré tout ponctuée de nombreux allers-retours, sauf dans le cas de réfugiés statutaires –, même s'il convient de rester prudent. Les appartenances ne sont pas figées; elles sont souvent floues, surtout pour les jeunes générations, mais ici encore des retours identitaires – d'aucuns diraient des régressions – peuvent être vécus : les jeunes Kurdes s'engageant dans le PKK, les jeunes Alévis redécouvrant leur religion après le massacre de Sivas et les incidents de Gaziosmanpaşa, les jeunes Sunnites s'engageant dans des mouvements issus des confréries. Cela rappelle de nombreux autres groupes de migrants, où la « troisième génération » (*a priori* loin des événements vécus par les grands-parents immigrés ou réfugiés, peu concernée par la religion, bien incapable de parler sa langue d'origine...) milite, parfois violemment, pour l'indépendance du lointain pays d'origine. De nombreux témoignages existent : Arméniens de l'ASALA (Armée secrète de libération de l'Arménie) dans les années 1970, jeunes Européens d'origine serbe ou croate, jeunes Turcs d'origine tchéchène ou abkhaze...

Le mariage et les rites de passage (naissance, circoncision, obsèques)

Il a déjà été question de ces rites à propos des loisirs. Insistons ici sur les caractères de transposition d'une tradition nécessairement revisitée de tous ces événements familiaux, sur le télescopage de la ruralité anatolienne avec le modernisme occidental (à défaut de modernité, c'est une autre question qui mérite réflexion), sur la dialectique pays d'origine-pays de résidence. Les noces sont devenues un véritable phénomène social en émigration, souvent bien plus ostentatoires que dans le pays d'origine. Les normes et les pratiques sont extrêmement variables selon les lieux et les groupes (par exemple : séparation des hommes et des femmes ou mixité, présence ou non de boissons alcoolisées, présence ou non d'un imam...), mais quelques constantes apparaissent, qui, à leur tour, ont tendance à s'imposer en Turquie : le déroulement de la noce, la robe blanche, la limousine allemande, la fréquentation.

17. Voir les contributions d'Élise Massicard (sur les Alévis berlinois) et de Samim Akgönül (sur les divers courants musulmans turcs en Alsace et Lorraine) dans cet ouvrage. MASSICARD E., *L'autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF (Proche-Orient), 2005.

Le déroulement respecte dans les grandes lignes le même canevas : de la négociation des termes de l'alliance, de choix du conjoint – selon des modes proches de la pratique en Turquie – au déroulement détaillé de la noce : présentation du trousseau, mariage religieux (ou non), mariage civil (ou non) devant le maire et/ou le consul général de Turquie, repas – très secondaire : qualité et quantité passent manifestement loin derrière la fréquentation – agrémenté de musique et danse (turques par définition : les derniers tubes de Tarkan, Mahsun Kırmızıgül, İbrahim Tatlıses... jamais de titres européens!), présentation des cadeaux avec citation du donateur (*çağırma*) – ce qui apparente de très près le mariage turc au mariage chinois ; ce dernier pratiquant néanmoins avec plus de rigueur que le rituel turc (qui n'a pas généralisé cette coutume) la tenue du registre comptabilisant les dons et cadeaux pour la postérité – et le retour attendu du contre-don.

– La robe blanche s'est imposée partout, occidentalisation oblige, même chez les musulmans traditionalistes. Autrefois, la mariée était en rouge... comme en Chine.

– La limousine allemande, de préférence Mercedes Benz ou BMW, est une norme commune à l'émigration et à la Turquie, quitte à emprunter celle du voisin venu en vacances d'Allemagne, ou à la louer à la journée, pour la photo souvenir, le cortège de voitures en ville et l'arrivée des futurs époux à la salle polyvalente. Surprise : la limousine américaine avec chauffeur garée dans le quartier « défavorisé » !

– La fréquentation des noces, activité sociale à part entière, couvre une part importante des loisirs de certaines familles. Il n'est pas rare que plus de 500, voire plus de 1 000, personnes soient rassemblées, au grand dam des municipalités qui pourtant se félicitent généralement de l'absence d'incidents. Des familles sont ainsi mobilisées presque chaque week-end, quitte parfois à aller d'une noce à l'autre ! Quelques euros ou une discrète enveloppe fermée (annoncée comme telle : « *kapalı bir zarf* ») font l'affaire, là n'est pas la question. Il s'agit avant tout d'être présent, d'être vu, de rencontrer la communauté dans un brouhaha indéfinissable : sonorisation à fond, pas de danse pleins d'entrain – le *halay*, reste une valeur sûre –, conversations, parfois disputes, gamins courant dans tous les sens...

Naturalisation et double nationalité

Le constat est identique dans toute l'Europe ; il y a accélération du rythme de la demande de naturalisation et les « Turcs » sont de plus en plus souvent des nationaux des pays de résidence. Aussi bien le gouvernement que les partis conservateurs (MHP, AKP) y poussent même leurs adhérents. Ce qui se joue là est complexe : intégration sincère et sédentarisation définitive d'une immigration récente, récupération d'un droit de libre circulation dans et autour de l'espace Schengen (ce que l'Union européenne a refusé

malgré les accords d'Ankara en 1963), méfiance envers des Européens réticents à l'adhésion de la Turquie à l'UE et construction d'un lobby turc en Europe? De fait, subsistent des incompréhensions profondes sur la double ou la bi-nationalité, les Turcs tenant à la fois à leur personnalité propre et aux droits acquis par leur présence et leur travail en Europe. Un examen des rythmes des demandes eu égard aux changements de législation nationale mérite réflexion. Nombreux sont les citoyens turcs et les immigrés, naturalisés ou non, qui estiment qu'ils appartiennent de plein droit à la « maison Europe » pour des raisons historiques, économiques, culturelles, politiques, stratégiques, idéologiques et philosophiques... Et il n'est pas sûr qu'un certain nombre de responsables politiques européens soient en mesure de le comprendre, en particulier en France.

À ce niveau de réflexion, plus descriptif qu'analytique, aucune conclusion ne s'impose. Laissons au lecteur le soin de découvrir les différents aspects de l'immigration turque, un peu dans toute l'Europe, mais aussi, grâce au texte de Sirma Bilge, par un détour par le Québec. Nous reviendrons sur les effets d'échelle en fin de volume.